



On ne gère pas un pays comme une entreprise

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

Le Medef, la semaine dernière, a présenté son livre de couleur jaune : 1 million d'emplois... c'est possible. C'est le catalogue revendicatif patronal tel qu'il avait été amorcé dans une interview de M. Gattaz au *Figaro* en juillet dernier, et dont les éléments essentiels avaient « fuité » dans *Les Échos* le 15 septembre.

Je passe sur le programme global d'ici à 2020, qui tend à ce que le Medef se substitue aux pouvoirs publics, son président devenant en quelque sorte Premier ministre. Or, comme nous ne cessons de le répéter, on ne gère pas un pays comme une entreprise, l'entreprise étant un élément de la société mais pas LA société. En matière sociale, le Medef, visiblement bercé par la logique anglo-saxonne version Margaret Thatcher, aligne ce qui peut apparaître aux salariés comme une succession de provocations :

- suppression de deux jours fériés et accollement de certains de ces jours à des week-ends pour éviter les ponts ;
- remise en cause de la durée légale du travail, qui serait majorée par accord majoritaire dans les entreprises ;
- embauche en dessous du Smic de chômeurs de longue durée, l'État compensant les pertes de salaires ;
- extension du travail le dimanche ;

- remise en cause des seuils sociaux ;

- recul de l'âge de la retraite. Le tout assorti de promesses d'emplois qui, comme le démontrent plusieurs économistes, relèvent de la fantaisie.

Le Medef sait bien que ses « propositions » ne sont pas négociables. Mais il veut marquer le terrain en s'adressant (comme un parti politique !) aux citoyens.

Qui plus est, en toile de fond il y a la volonté de parachever l'inversion de la hiérarchie des normes, c'est-à-dire donner la priorité à l'entreprise comme niveau de négociation au détriment de la branche et de l'interprofessionnel, là où l'on fait de l'égalité de droits et où l'on régule la concurrence.

Au passage, tout en réclamant une baisse des dépenses publiques et sociales, le Medef n'oublie pas de demander de nouvelles aides à l'État.

Par de telles prises de position, il tend les relations sociales, confond le rôle des uns et des autres en termes de démocratie et s'éloigne de la République. Cela fait beaucoup !

Aux syndicats FO de déposer leurs revendications.

Jean-claude mailly, Secrétaire général
@jcmailly sur Twitter